



Introduction de la commission nationale Energie

Mercredi 13 novembre 2024

Actualité

L'Opecst a auditionné l'ASN et l'IRSN sur la mise en œuvre de la réforme de l'organisation de la sûreté nucléaire à l'AN le 7 novembre dernier. https://videos.assemblee-nationale.fr/video.15762020_672c715fe6c25.opecst--audition-de-l-asn-et-de-l-irsn-sur-la-mise-en-uvre-de-la-reforme-de-l-organisation-de-la-s-7-novembre-2024

Le document PPE et SNBC <https://concertation-strategie-energie-climat.gouv.fr/> sont mis en concertation publique depuis le 2 novembre dernier et pour une durée de six semaines (16 décembre). Certaines questions ne sont pas tranchées comme celle de compenser l'insuffisance des puits de carbone, celle de la hiérarchisation de l'utilisation de la biomasse ou encore celle des moyens financiers d'autant plus que le budget 2025 prévoit d'amputer plusieurs enveloppes budgétaires : reculs sur les aides à l'acquisition d'un véhicule propre de l'ordre de 870 millions, il en est de même sur la prime renov de l'ordre d'un milliard. – 2 milliards pour le plan vélo. Le budget de l'Ademe fortement amputé et de fait le fond chaleur qui subventionne de nombreux projets de chaudière. D'autre part, l'automatisme de l'obtention du chèque énergie n'est plus possible compte tenu de la disparition de la taxe d'habitation. Le gouvernement n'ayant pas anticipé, il décide de contraindre les ménages de faire désormais la demande du chèque énergie sur une plateforme qui bien évidemment aura pour effet d'exclure, pour non-recours, un grand nombre d'entre eux du dispositif. Pour 2024, seuls 3% des nouveaux bénéficiaires potentiels du chèque énergie en 2024 l'ont obtenu à ce jour.

On peut se demander si c'est volontairement que le gouvernement complexifie l'accès au chèque énergie pour réaliser des économies budgétaires au détriment des plus démunis.

Quelques éléments sur la SNBC - La stratégie est d'atteindre l'objectif de -50% des émissions brutes et -55% des émissions nettes entre 1990 et 2030 ainsi que la neutralité carbone en 2050. Fin 2023, la baisse atteignait -30,8% par rapport à 1990. C'est-à-dire que les émissions doivent baisser encore de 4,6%/an.

La France devra réduire ses émissions de 396 millions de tonne équivalent CO2 en 2022 à 270 millions en 2030. Le secteur le plus impacté est celui des transports (-41 millions de tonnes CO2 en 2030). Puis le secteur industriel (-26 millions de tonnes d'ici 2030). Puis le bâtiment (-16 milliards de CO2 d'ici 2030). Puis l'agriculture (-7 millions de CO2)

Pour rappel, le SGPE a publié début juillet 2024 un document établissant la hiérarchie des usages, avec une priorité donnée à l'alimentation humaine et animale et aux puits de carbone pour atteindre les objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre.

La France table sur une exportation d'électricité de l'ordre de 90 TWh c'est beaucoup plus que son record historique de 2002 qui était de 77 TWh (les raisons sont la faiblesse de la demande d'électricité française dues à la désindustrialisation). Sur les marchés de gros l'électricité française reste compétitive et est environ 15€ moins cher que l'Allemagne. La sécurité d'approvisionnement en électricité pour l'hiver 2024-2025 apparaissent à date comme très favorables d'après RTE.

La COP 29 s'est ouverte en Azerbaïdjan le 11 novembre. Le Programme des Nations unies pour l'environnement, dans son rapport annuel "Emissions Gap Report" publié jeudi 24 octobre 2024 rappelle que faute d'action suffisante, l'objectif d'1,5°C inscrit dans l'accord de Paris ne sera plus atteignable "d'ici à quelques années". Alors que les émissions de gaz à effet de serre ont une nouvelle fois connu un niveau record en 2023, le monde se dirige vers un réchauffement au mieux de 2,6°C, et au pire de 3,1 C. Atteindre la neutralité carbone en 2050 représente un coût annuel allant de 900 à 2100 milliards de dollars par an, à comparer avec les montants circulant sur les marchés financiers internationaux, de l'ordre de 110 000 milliards de dollars par an. L'élection de Donald Trump aux E.U. climatosceptique, qualifiant le réchauffement climatique de canular n'a rien de rassurant. Sa politique conduirait à l'émission de 4 milliards de tonnes de CO2 supplémentaires d'ici 2030 en favorisant l'exploitation pétrolière et gazière en échange d'1 milliard de dollars de donation pour sa campagne.

Hydroélectricité

Les travaux continuent, les organisations syndicales ont été auditionnées le 7 novembre dernier. D'autres auditions sont en cours. [mission d'information sur les modes de gestion et d'exploitation des installations hydroélectriques](#)

D'autres missions d'information peuvent être intéressantes en matière de données

- *Mission d'information sur les ressources naturelles stratégiques et les terres rares*
<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/commissions-permanentes/affaires-etrangeres/missions-info-commission/terres-rares>
- *Mission d'information flash sur le verdissement des flottes automobiles*
<https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/16/organes/commissions-permanentes/developpement-durable/missions-de-la-commission/mi-flash-verdissement-flottes-automobiles>

Plan climat du PCF

Les discussions avec les camarades du pôle écologie ont repris pour élaborer la V2 du plan climat. Il est prévu un débat lors du conseil national du PCF le 15 mars et une présentation publique le 7 avril.

Il nous est demandé de compléter la partie tarification de l'électricité et la partie service public. Nous avons eu un échange sur le nucléaire 4ème génération qui nous permet de réaffirmer le choix de la fermeture du cycle du combustible. Le plan climat sera complété d'un volet sur le lancement d'un prototype de réacteur modulaire à neutrons rapide d'une puissance de 300 MW en 2045 en s'appuyant sur les travaux du projet Astrid et en proposant qu'il soit conduit non pas par des start-ups mais par le CEA et sur le site de Marcoule. Il est prévu d'en construire 26 entre 2055 et 2061 permettant d'atteindre une puissance cumulée de 8.1 GW puis un 2ème palier de 12 RNR. Au total les RNR représenteraient 20.1 GW de puissance en 2064 soit 23 % de la capacité nucléaire.

Nous avons également eu un échange sur les flexibilités du système électrique. Moyens thermiques (cycles combinés gaz, turbine gaz, cycles combinés hydrogène), moyens sur la demande avec des contrats Heures pleines et heures creuses. Le stockage (step, batterie, hydrogène) et les interconnexions électriques (export 58.6 GW) et hydrogènes (export 13.9GW). Une autre partie sur l'économie du système électrique sera présentée le 18 novembre prochain.

Plan de travail : j'ai envoyé une première version du cahier d'acteur pour la consultation publique PPE et SNBC. Il serait bien de finaliser ce document dans la semaine pour le soumettre à validation. J'ai eu quelques remarques globales sur le texte et sur la voiture électrique. Mais un cahier d'acteur a pour objectif de donner les propositions du PCF sans forcément entrer dans le détail puisque le cahier d'acteur renvoie au plan climat « *empreinte 2050* ». Il faudra également avoir une relecture attentive de l'ensemble du texte pour corriger certaines maladresses de tournure de phrase.

Il nous faudra également contribuer à l'écriture sur tarification et service public dans la version V2 du plan climat.

Enfin, les travaux avec les partis communistes espagnol, portugais et le parti du travail belge vont reprendre dès le 14 novembre. Il sera question des suites à apporter au texte construit en commun au niveau de la politique énergétique en Europe.
https://assets.nationbuilder.com/pcf/pages/18843/attachments/original/1715282224/document_995_CommunisteS.pdf?1715282224